

Que peut une politique de la langue ?

par Laurent Lafforgue (Genève, mardi 17 mars 2009)

Je remercie les organisateurs de ce colloque de leur invitation. Elle m'offre la possibilité de m'exprimer sur un sujet très important, dans une ville d'Europe dont certains des fils ont fait grand honneur à la langue française. Je suis particulièrement sensible à la perfection de la langue de Jean-Jacques Rousseau. Même si, à mon avis, il s'est beaucoup trompé, la qualité de son expression est allée de pair avec une puissance de pensée telle qu'elle a infléchi l'histoire du monde depuis plus de deux siècles.

Certains parmi vous sont peut-être surpris que, simple mathématicien, j'aie choisi pour titre de l'intervention qui m'a été demandée : « Que peut une politique de la langue ? » Votre surprise grandira sans doute encore si je vous annonce que j'ai l'intention d'exprimer d'abord la prévention, le scepticisme et la méfiance que m'inspire de plus en plus toute recherche ou annonce d'une « politique » censée améliorer une situation dans quelque domaine que ce soit. Dans un second temps, je voudrais hasarder quelques réflexions à propos de l'expression « lingua franca » que j'ai déjà entendu prononcer de nombreuses fois dans le contexte universitaire et qui apparaît dans l'argumentaire de votre colloque. Enfin, dans un troisième temps, j'exprimerai malgré tout ce que j'attendrais en priorité des responsables politiques en matière de langue.

Au cours de cet exposé, je compte citer quelques auteurs contemporains de langue française, que je considère comme remarquables : ces auteurs, connus seulement du petit nombre, ont peu de chances d'être invoqués par aucune agence gouvernementale officiellement vouée au service de la langue et de la culture françaises. La plus profonde « défense et illustration » d'une langue consiste à écrire dans cette langue des livres qui méritent d'être lus parce qu'ils font voir des vérités que la plupart des hommes, à commencer par les représentants des pouvoirs politiques, préfèrent ignorer.

Je commence donc par exposer des raisons que j'ai d'être méfiant vis-à-vis de toute politique, c'est-à-dire de tout programme d'action voulu, comme de juste, pour aller dans le sens du bien, ou plutôt du progrès, comme disent tous les hommes politiques et tous les journalistes unanimes depuis que le monde est dominé par la politique et par l'économie politique, et que l'idée de progrès ou de modernisation est devenue l'horizon indépassable de la nouvelle humanité. Pour cela, je vais d'abord me référer à un domaine auquel je me suis beaucoup intéressé et qui est indissociable de la question de la langue : il s'agit de l'enseignement.

Voici les dernières lignes d'un livre magistral – intitulé *L'imposture pédagogique*¹ –

¹ Perrin, 2008.

qu'a publié à l'automne dernier un professeur de philosophie, Isabelle Stal, à propos de la situation du système éducatif français :

« À l'inévitable et lancinante question : « Mais que faudrait-il faire ? Que proposez-vous ? Que voulez-vous ? », je répondrai : « Rien, surtout, rien du tout ! » Voici quarante ans et davantage que les réformes se succèdent, que les missions s'entassent et que le bâtiment croule. Je crois, j'espère du moins, qu'au point où il est actuellement rendu, il ne pourra pas tomber encore beaucoup plus bas. Peut-être fallait-il cette dégringolade pour révéler l'imposture d'une pédagogie aberrante qui s'est peu à peu imposée au titre des droits de l'homme et de l'égalité. Encore faudrait-il, pour que la catastrophe fût salutaire, que nous acceptions de reconnaître dans le présent gâchis le résultat de nos fourvoiements, de notre paresse d'esprit, de notre abdication, de notre lâcheté devant la conjuration des bien-pensants et que nous nous posions enfin clairement, avant qu'il ne soit trop tard, les questions auxquelles me paraît suspendu notre devenir commun : qui sommes-nous ? que voulons-nous être ? comment comprenons-nous notre humanité ? En d'autres termes qu'avons-nous à transmettre aux générations qui viennent et quel héritage souhaitons-nous leur léguer ? Les réponses que nous apporterons décideront seules et, comme disaient les marxistes de ma jeunesse, « en dernière instance » de notre sort et de celui de notre système d'enseignement. »

Chaque phrase de ces quelques lignes mériterait d'être longuement méditée.

Pour les modernes que nous sommes, la réponse que donne M^{me} Stal à la question de savoir « ce qu'il faut faire » est stupéfiante : « Rien, surtout, rien du tout ! » Si M^{me} Stal n'a pas été enfermée dans un asile psychiatrique à la suite de la parution de son livre, je n'en vois qu'une seule explication possible : c'est qu'aucun lecteur n'a pu imaginer un seul instant qu'elle s'exprimait sérieusement.

Prenant le contrepied d'un enseignement que l'Europe rejetait déjà – « *Au commencement était le Logos* – la parole » –, Goethe posait il y a deux siècles cette formule de définition de l'Occident contemporain : « *Au commencement était l'action.* » Et voici que M^{me} Stal ose prendre le contre-pied de Goethe, c'est-à-dire de nous tous depuis deux siècles au moins, et remettre en cause le primat de l'action. Nul doute que, pour qu'elle en arrive à une pareille extrémité, il lui a fallu voir beaucoup de « *réformes qui se succèdent* » et de « *commissions qui s'entassent* », aboutissant toutes à ce que le bâtiment croule encore un peu plus et que la dégringolade se poursuive encore un peu plus bas ! M^{me} Stal ne rappelle pas, tant c'est évident, que toutes ces « réformes » ont été lancées pour « améliorer la situation », pour le progrès et pour la modernisation, et que toutes ces « commissions » ont été exclusivement composées de personnes de très bonne volonté, réunies pour oeuvrer dans le sens du bien.

Il s'agit là du domaine particulier de l'enseignement mais, dans le domaine voisin de la culture, il n'est que de songer au bilan de cinquante ans d'existence d'un ministère de la culture en France. N'ayant pas le temps de m'étendre sur ce sujet, je me contente de signaler deux livres : *Les mirages de l'art contemporain*² de Christine Sourgins, et *Requiem pour une avant-garde*³ de Benoît Duteurtre⁴. Dans le cas des arts plastiques ou de la musique savante, ces

² La table ronde, 2005.

³ Seconde édition : Les belles lettres, 2006.

⁴ On pourrait compléter cette liste par beaucoup d'autres ouvrages, dont :

Aude de Kerros, *L'art caché : les dissidents de l'art contemporain*, Eyrolles, 2007.

livres montrent les effets, dévastateurs pour la création, de la conquête du pouvoir culturel d'État par des « avant-gardes » autoproclamées, transformées en arts officiels hypersubventionnés et incritiquables.

Ces constats suffiraient à me faire trembler quand j'apprends que des agences gouvernementales de défense de la langue sont établies par des hommes politiques dont on peut constater chaque jour que la propre expression est de plus en plus relâchée et vide – un point sur lequel je reviendrai.

À l'époque où, m'étant beaucoup investi au service de la cause de l'instruction, j'eus l'occasion de rencontrer un certain nombre de personnes, généralement très diplômées, qui oeuvraient dans des cabinets ministériels ou au sommet des administrations, je fus stupéfié du contraste entre la réelle culture d'une partie de ces personnes, des intellectuels lettrés désireux d'agir pour le bien commun, et l'inimaginable médiocrité de langage et de pensée de tous les textes, discours, circulaires, décrets, projets de lois, etc. qui émanaient de ces cabinets et de ces administrations. C'est au point que le milieu politique a fini par représenter à mon esprit un « mystère de médiocrité » : Comment des personnes qui avaient fait de bonnes études et avec qui il était possible de tenir une conversation intelligente, surtout si elles étaient encore novices dans la carrière, pouvaient-elles devenir collectivement aussi médiocres, jusqu'à ressasser un langage dépourvu de sens et ne pas même s'en rendre compte ? Cela défiait l'entendement. Les organisations politiques et gouvernementales me sont apparues comme des « structures de bêtise » : des structures qui tendent à rendre bêtes ceux qui s'y consacrent.

Il m'est arrivé d'entendre une fois une critique du primat de l'action, plus radicale encore que celle de M^{me} Stal : c'était dans la bouche d'un mathématicien, Olivier Rey, s'exprimant dans l'émission radiophonique d'Alain Finkielkraut⁵. Celui-ci l'avait invité à la suite de la publication par ce mathématicien de deux remarquables livres de philosophie : *Itinéraire de l'égarement : du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*⁶ et *Une folle solitude : le fantasme de l'homme auto-construit*⁷. Olivier Rey exprimait une vision très noire de l'état actuel du monde et de l'humanité transformés toujours davantage par les prouesses de la technoscience. Rappelant la formule célèbre de Heidegger – « *Seul un dieu peut nous sauver* » –, il proposait de l'interpréter en le sens que la pensée des derniers siècles et du nôtre ne contient pas de quoi nous sortir de l'impasse où nous nous sommes fourrés, et que seule une pensée philosophique vraiment nouvelle serait susceptible d'ouvrir une issue. Même ceux qui, par exemple, prônent la « décroissance » restent prisonniers, disait-il, de l'état d'esprit qui conduit à envisager le monde et la vie en termes de problèmes à résoudre, à imaginer des programmes d'amélioration du monde – ou de l'humanité elle-même – et à vouloir les mettre en application. Or, estimait-il, c'est précisément par la conception et la mise en oeuvre de programmes d'action que nous sommes parvenus là où nous sommes et continuons à nous enfermer. Il nous faudrait autre chose que des programmes d'action. Mais quoi ? C'est justement ce que, jusqu'à présent, nous sommes incapables de penser, concluait-il.

Constatons que si M^{me} Stal, moins pessimiste, appelle à la réflexion, celle qu'elle

Jean Clair, *Malaise dans les musées*, Flammarion, 2007.

Renaud Camus, *La grande déculturation*, Fayard, 2008.

François Taillandier, *Les nuits Racine* (roman), réédition en livre de poche, Éditions de la table ronde, 2004.

⁵ L'émission « Répliques », chaque samedi matin de 9H10 à 10H sur la station « France Culture ».

⁶ Seuil, 2003.

⁷ Seuil, 2006.

considère comme indispensable à un hypothétique salut du système d'enseignement n'est pas du tout une analyse pratique et fonctionnelle qui préluderait à la conception d'un programme d'action. Les questions auxquelles notre devenir commun est suspendu sont, dit-elle : « *Qui sommes-nous ? que voulons-nous être ? comment comprenons-nous notre humanité ? En d'autres termes qu'avons-nous à transmettre aux générations qui viennent et quel héritage souhaitons-nous leur léguer ?* »

La langue est l'un des éléments les plus précieux de l'héritage que nous avons à transmettre, et celui qui conditionne tous les autres. Ce qui signifie que les questions relatives à la langue qui s'expriment en termes de « bénéfices attendus », d'« effets indésirés » et de « solutions à développer » ne peuvent conduire par elles seules à enrayer aussi peu que ce soit le processus d'indifférenciation générale de tous et de tout, dans lequel nous nous engageons chaque jour davantage et perdons la substance de notre vie.

Dans le contexte scientifique, académique et universitaire auquel le présent colloque est consacré plus particulièrement, je ne crois pas que cela ait vraiment un sens de se poser la question des langues, si l'on ne s'est pas d'abord interrogé sur la raison d'être des savoirs, des milieux académiques comme formes particulières de collectivités, et des universités.

Je ne vois qu'une seule réponse possible à cette interrogation, et elle tient dans un mot dont je puis constater quotidiennement à quel point il est devenu tabou chez les savants, les érudits et les universitaires eux-mêmes : c'est le mot « vérité ».

Les universités et les milieux académiques sont des institutions vouées à la recherche de la vérité. Les savoirs sont les traces tangibles et objectives que la vérité nous laisse saisir dans nos tentatives pour l'approcher. La langue dans laquelle s'expriment et se transmettent les savoirs forme la substance de la relation intime de chacun avec la vérité connaissable. Sans la reconnaissance de la vérité comme vocation fondamentale et raison d'être de l'université, non seulement la question des langues à employer dans le contexte académique et universitaire n'a pas de sens, mais l'université elle-même n'a pas de sens, ni la science, ni l'érudition. Sans la reconnaissance de ce que nous sommes faits pour la vérité, individuellement et collectivement, je ne vois pas ce qui pourrait nous empêcher de perdre le sens du langage, de laisser se désagréger peu à peu les différentes langues, et de renoncer progressivement à notre humanisation par la parole articulée et par l'écriture. Se détourner de la question de la vérité signifie, fondamentalement, croire n'avoir rien à écouter et rien à dire en quelque langue que ce soit. Et croire n'avoir rien à écouter ni rien à dire voue à une ruine fatale les moyens de l'écoute et de la parole, de la lecture et de l'écriture.

Ce processus de ruine est déjà constatable. Nous sommes confrontés à sa réalité quand, par exemple, nous entendons la retransmission radiophonique d'une émission vieille de quelques décennies : nous mesurons alors le chemin parcouru entre la manière de s'exprimer de temps pourtant fort proches et celle qui prévaut aujourd'hui. Ne songeons même pas à comparer la langue des salons du XVIII^e siècle – celle que Jean-Jacques Rousseau avait apprise et dont il use dans ses livres – et celle de nos milieux prétendument cultivés. Des circonstances exceptionnelles peuvent parfois accélérer la dégradation jusqu'à la rendre flagrante à intervalle de quelques années, voire de quelques mois : c'est ainsi que les discours – lamentables dans leur forme – de l'actuel président de la République française montrent une stupéfiante détérioration par rapport à ceux qu'il prononçait avant son élection. Alors que la première obligation qui devrait s'imposer à n'importe quel dirigeant est qu'il manifeste la conscience qu'il a de sa responsabilité, par le recours à une langue irréprochable et le souci

d'une vraie pensée. Un point sur lequel, décidément, je reviendrai encore.

Je ne m'étends pas davantage sur la question de la vérité, même si je crois que c'est le fond de celle de la langue. Ce n'est pas le sujet sur lequel on m'a demandé de parler et, surtout, le rapport de chacun d'entre nous avec la vérité n'est pas susceptible de s'approfondir sous l'effet de l'agréable causerie d'un conférencier.

La remise en cause du primat de l'action et de la réflexion orientée vers l'action – celle qui se veut uniquement fonctionnelle et pratique, et qui évacue la recherche de la vérité et celle de la sagesse – impose de discuter aussi le postulat que tout est observable : celui qui entend concevoir un programme d'action exige de pouvoir observer. C'est d'ailleurs pourquoi l'argumentaire du colloque de ce jour demande quels sont les « apports observables » d'un maintien de la diversité linguistique. De manière générale, nous autres modernes demandons quels sont les apports observables de tout, avant de reconnaître à ce tout le droit d'exister.

Mais la vie humaine elle-même n'est pas observable en son essence – puisqu'elle est d'abord intérieure et se manifeste à chacun dans l'immanence pure de son surgissement en le soi que nous sommes : le soi de la personne vivante qui éprouve souffrance et joie, sent les qualités sensibles des choses et des êtres, exerce un pouvoir à travers son corps de chair qui, pour elle, est tout autre que l'espèce de machine sophistiquée à laquelle un regard extérieur le réduit nécessairement. Sur le sujet de l'invisibilité de la vie, je ne saurais trop encourager à lire les philosophes de l'école phénoménologique née avec Husserl il y a un siècle et, parmi ceux de langue française, Michel Henry, à mes yeux l'un des plus grands penseurs du XX^e siècle, malheureusement disparu en 2002.

Dans l'un de ses essais les plus accessibles, *La barbarie*⁸, Michel Henry a mis en évidence le déni et la destruction des plus hautes manifestations de la vie qu'entraîne le primat de l'extériorité, c'est-à-dire le primat du visible, c'est-à-dire le primat de l'observable, malheureusement trop encouragé par le merveilleux succès des sciences modernes de la nature.

Si la vie humaine est essentiellement invisible, il en est en effet de même de ses plus hautes manifestations et tout particulièrement de la substance d'une langue qui soit à la mesure de la vie.

En matière de langue, l'exigence d'observabilité, c'est-à-dire de justification objective de chaque mot, conduit à la « novlangue » de George Orwell. C'est un fait que, en France, des linguistes ont joué, au nom de la science, un rôle majeur dans la destruction de l'enseignement de la langue dans toutes ses dimensions : grammaire, vocabulaire, orthographe, etc. Aucun usage ne leur paraissant suffisamment bien fondé, non plus qu'aucune échelle de valeur esthétique, nombre de linguistes ont sapé l'enseignement de tout ce qui, en matière de langue, n'était pas assez objectif à leurs yeux, c'est-à-dire tout. Je me souviens d'avoir eu un jour une sérieuse prise de bec avec l'un d'eux, ancien « directeur des écoles » au ministère français de l'Éducation nationale, ancien directeur de l'« Institut national de la langue française », ancien vice-président du « Conseil supérieur de la langue française », deux fois « délégué général à la langue française », et ancien président de l'« Observatoire national de la lecture » : au nom d'une prétendue scientificité, il récusait tout critère esthétique en matière de langue et comparait les usages de la langue au « choix du nombre de boutons de veste que dicte la mode ».

⁸ Dernière réédition : PUF Quadrige 2004.

À l'université, l'exigence d'observabilité de la vie intellectuelle en elle-même, et en particulier l'exigence de mesure des « apports observables » de telle ou telle langue à cette vie, conduit au remplacement de la vie intellectuelle par une sorte de machine collective productrice automatique d'articles savants, qui a les apparences extérieures de la vie mais qui n'est plus la vie.

Mais si l'exigence absolue d'observabilité, c'est-à-dire de critères objectifs visibles, est foncièrement nihiliste, sur quoi d'autre nous autres modernes pourrions-nous nous fonder ? C'est en réalisant combien il nous est difficile de répondre à cette question, donnant de ce fait raison au constat pessimiste d'Olivier Rey ou à l'analyse implacable de Michel Henry, que nous prenons conscience de ce que nos esprits sont desséchés, privés d'un suc nourricier, éloignés de la source de la vie.

En fait, j'aurais pu vous fournir des arguments objectifs en faveur du français – comme vous l'attendiez certainement de moi : cela m'est arrivé en d'autres occasions. L'expérience m'a toutefois appris que ces arguments ne sont pas de nature à convaincre aucun universitaire qui n'accorde plus d'importance à la langue, de s'arracher à l'attraction du nihilisme communicationnel. C'est pourquoi j'ai choisi de m'exprimer aujourd'hui à un autre niveau.

L'expression qui m'a le plus frappé dans l'argumentaire du colloque est celle de « lingua franca ».

J'ai entendu des collègues universitaires l'employer bien des fois : ils justifiaient le recours massif à l'anglais par la comparaison avec le latin des clercs du Moyen Âge que désigne, croient-ils, l'expression « lingua franca ». Je le croyais comme eux. Jusqu'au moment où, préparant mon intervention de ce jour, je recherchai des commentaires de cette expression. Quelle ne fut pas ma surprise de lire la définition suivante dans l'encyclopédie en ligne « wikipedia » :

« La lingua franca, ou langue franque, est une langue véhiculaire composite (à l'instar des créoles et pidgins), qui était parlée autrefois, depuis le Moyen-Âge jusqu'au XIX^e siècle, dans l'ensemble du bassin méditerranéen, principalement par les marins et les marchands, mais aussi par les bagnards, prisonniers, esclaves et populations déplacées de toutes origines.

(...) On l'appelle aussi sabir (du verbe sabir, savoir).

(...) La lingua franca était essentiellement utilitaire. Elle a laissé très peu de traces écrites directes. Le vocabulaire est très limité, la grammaire quasi-inexistante : les verbes sont utilisés à l'infinitif et sans aucune forme de mode ou de temps. (...) »

Ainsi cette découverte inattendue me permit-elle de prendre conscience d'une assimilation sémantique très frappante : Une expression qui sert aujourd'hui aux universitaires à signifier de manière générale une langue de communication des savoirs entre représentants de différentes cultures, désigne à l'origine une langue essentiellement utilitaire, non écrite, au vocabulaire très limité et à la grammaire quasi-inexistante.

Cette confusion apparaît significative quand l'on songe que la plupart des scientifiques et des universitaires parlent, écrivent et publient aujourd'hui leurs travaux dans un anglais très pauvre, réduit à quelques centaines de mots et à une grammaire rudimentaire. La majorité des scientifiques qui écrivent et publient en anglais n'ont d'ailleurs jamais lu de grands classiques

de la littérature anglaise et en seraient incapables ; ils ne voient même pas la nécessité de lire des classiques, non seulement en anglais mais dans leur propre langue. Leur désintérêt pour la langue, pour la littérature et pour la philosophie, voire pour tout ce qui ne se rapporte pas directement à leur domaine de spécialisation, signifie que ces universitaires ne sont plus des clercs.

D'autant plus fautive apparaît alors la comparaison avec le latin du Moyen Âge. Comme cela fut par exemple admirablement montré et commenté par Dom Jean Leclerc dans son livre *L'amour des lettres et le désir de Dieu*⁹, les moines du Moyen Âge accordaient une extrême importance à la beauté et à la richesse de la langue, et ils estimaient nécessaire de lire et d'étudier les meilleurs auteurs de l'Antiquité classique afin de s'approprier toutes ses ressources. Ce souci de la langue et cet impératif culturel et moral de lire les grands auteurs ont perduré bien au-delà du Moyen Âge, aussi longtemps que les élites européennes ont gardé la conviction que, pour mériter le nom d'honnête homme, il était indispensable d'avoir été instruit dans les humanités.

Je voudrais indiquer deux autres différences peut-être encore plus profondes qui, à mon sens, interdisent de voir une vraie similitude entre le partage du latin par les clercs de la chrétienté occidentale et celui de l'anglais international par les universitaires du monde globalisé.

La première tient à ce que le partage d'une langue commune traduit ou non de communion réelle des personnes : Dans le contexte de la chrétienté médiévale, le partage du latin par les clercs était lié à la définition de l'Église comme communauté de foi, comme peuple appelé à former non pas un agrégat d'individus mais un corps dont le principe organique est le désir de l'absolu révélé dans le *Logos* incarné, et dont les différentes personnes sont les membres. Dans le contexte de notre monde globalisé, le recours général à l'anglais traduit tout au plus une vague adhésion commune aux « valeurs » minimales des droits de l'homme et de la démocratie, envisagées comme un simple cadre, sans contenu philosophique propre. Plus encore, le principe d'universalité abstraite qui préside à la formation de la nouvelle collectivité mondiale tend à interdire que ce cadre contienne autre chose que le vide : c'est sans doute pour cela que, comme l'écrit M^{me} Stal parlant de nos écoles, « *une pédagogie aberrante s'est peu à peu imposée au titre des droits de l'homme et de l'égalité* », empêchant la transmission de tout héritage. L'expression « village global » ne désigne, au-delà de la facilité toujours plus grande des transports et des communications, que la réalité d'un processus d'indifférenciation et d'uniformisation par lequel les individus se fondent de plus en plus en une seule masse indistincte.

La seconde différence essentielle se lit dans un constat aussi évident qu'incompréhensible pour nous autres modernes : l'usage exclusif du latin comme langue d'expression écrite et de liturgie par les clercs du Moyen Âge, la communauté d'appartenance à l'Église, l'imprégnation de toute la culture par un même christianisme et le poids d'une institution ecclésiale centralisée faisant sentir partout son pouvoir, sont mystérieusement allés de pair avec la germination, le développement d'abord modeste puis la floraison d'une très grande diversité de langues, dont une demi-douzaine au moins allaient s'illustrer par des littératures comptant parmi les plus riches de l'histoire du monde. Il est frappant de constater qu'aucun empire politique n'a jamais porté de tels fruits.

Notre époque n'est pas impériale à la manière des anciennes formes d'oppression.

⁹ Dernière réédition : Cerf, 2008.

Toute politique et économique qu'elle soit, elle se croit sincèrement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée, et l'est effectivement selon un grand nombre de critères objectifs. Pourtant, nous n'avons manifestement pas l'espoir d'être féconds en matière de langues, ni de tout ce qui rend vraiment humain. Les plus optimistes d'entre nous ne croient pas pouvoir espérer davantage que freiner le délitement général des facteurs de notre humanisation. L'argumentaire du colloque d'aujourd'hui vise seulement un « maintien de la diversité linguistique », évidemment entendu dans un sens minimal : que quelques « *linguae francae* » continuent d'être pratiquées et non pas une seule.

Arrivés à ce point, vous devez commencer à soupçonner la première réponse que je donne à la question choisie comme titre de ma conférence : « Que peut une politique de la langue ? » Eh bien, une politique de la langue peut surtout beaucoup de mal !

Plus un domaine touche de près à ce qui constitue notre humanité, plus il est facile à une action politique s'exerçant dans ce domaine de faire du mal, et plus il lui est difficile de faire réellement du bien. Tous les hommes politiques devraient être conscients de cette réalité. Conscients en particulier de ce qu'une action politique n'est, en elle-même, jamais féconde.

Des responsables politiques et institutionnels, j'attends donc d'abord et avant tout qu'ils s'abstiennent de faire la plus grande partie du mal qui est en leur puissance, même quand, comme c'est le cas la plupart du temps, ce mal prend les apparences du bien.

J'attends par exemple qu'ils s'abstiennent d'inciter à l'usage de la nouvelle « *lingua franca* ».

J'attends aussi qu'ils cessent de détruire l'enseignement de la langue, à commencer par ses éléments les plus simples – lecture et écriture, grammaire, vocabulaire, orthographe, conjugaisons, etc. –, ainsi que l'enseignement de l'histoire littéraire, des grands auteurs et des grandes oeuvres, et que l'enseignement des humanités. Encore une fois, j'insiste sur le fait que, comme Mme Stal, j'attends des hommes politiques, non pas de l'action mais la plus grande retenue dans l'action. La langue et tout ce qui la touche de près sont pour nous des biens hérités, qui nous viennent de périodes pré-modernes, pré-politiques, antérieures au triomphe du primat de l'action, et il est à craindre que toutes les mesures pour une prétendue amélioration de l'enseignement que nous pourrions imaginer seraient vouées à détruire encore un peu plus ce qui nous a été légué.

J'attends encore des hommes politiques qu'ils accordent une attention et un soin beaucoup plus grands à la qualité de ce qu'ils disent et de ce qu'ils écrivent. Ce souci de qualité devrait être impératif à deux niveaux, qu'il ne faut d'ailleurs dissocier à aucun prix : la qualité de forme et la qualité de pensée. Un responsable politique qui écrit puis prononce un discours, ou qui prépare un texte de loi, un décret, voire une simple circulaire administrative, devrait se demander, pour chaque paragraphe, pour chaque phrase, pour chaque mot, si ce paragraphe, cette phrase et ce mot sont corrects, s'ils sont pertinents, s'ils sont justes, s'ils veulent bien dire quelque chose, s'ils sont assez précis, s'ils ne sont pas grandiloquents, et s'ils sont bien nécessaires.

Il me serait fort difficile de donner des exemples de responsables politiques de notre temps dont les discours et les écrits satisfont ces critères. En revanche, rien n'est plus facile que de donner des exemples particulièrement lamentables qui illustrent l'exact contraire de ce que j'attends. Je regrette amèrement de pouvoir citer dans cette catégorie les discours du

président de la République française. Pardonnez-moi de vous infliger la lecture de deux courts extraits du discours sur la recherche prononcé par cette très haute personnalité, le 22 janvier dernier. Je précise qu'il s'agit de la version écrite du discours, disponible sur le site de l'Élysée¹⁰ :

« Il n'y aura pas de moyens supplémentaires sans les réformes. C'est une condition si qua non. Des instruments puissants comme le Crédit Impôt Recherche ont été développés, aujourd'hui vous disposez Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises et vous avez d'ailleurs pris des décisions – je pense à Thalès notamment – du système fiscal en faveur de la recherche le plus attractif au monde, au monde.

Alors la bataille de l'intelligence, je crois que nous l'avons engagée ! Et bien engagée ! On la mènera jusqu'au bout, mais vraiment les moyens supplémentaires, si les réformes prospèrent et si l'évaluation se développe. Sinon on arrête. »

« (...) Mais ces admirables chercheurs et ces points forts – j'ose le dire – ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt ? Ne servent-ils pas d'alibi aux conservateurs de tous poils, que l'on trouve à droite en nombre certain et à gauche en nombres innombrables. Je dis innombrables à gauche car ils sont plus nombreux. »

Le respect des règles de la langue est une exigence absolue. Mais il n'est pas moins important de s'interdire les formules vides et les phrases creuses. À titre de contre-exemple, pardonnez-moi de vous infliger maintenant quelques lignes tirées d'une tribune libre¹¹, publiée dans le quotidien « Le Monde » du 4 mars, par le maire socialiste de Paris, l'un des principaux opposants au président de la République :

« Conscients de l'ampleur de ces défis, de nombreux élus franciliens, de droite comme de gauche, se sont engagés depuis trois ans dans une démarche inédite.

(...) Faut-il clairement aller plus loin ? Clairement je réponds oui ! À ce stade, Paris Métropole n'est pas un aboutissement mais un socle, dont nous devons partir pour dessiner des perspectives volontaristes. Il faut imaginer collectivement les conditions d'une étape nouvelle, à partir de notre vision commune du XXI^e siècle francilien. Et en déduire un instrument fédérateur qui coordonne, impulse et renforce ainsi les dynamiques nécessaires autour des vrais enjeux stratégiques. »

Je vous fais grâce de la suite. Le langage vide de la langue de bois politico-managériale est une manifestation de mépris vis-à-vis des personnes auxquelles on s'adresse et aussi, finalement, de soi-même, qui n'est pas moins grave que le laisser-aller grammatical.

Les responsables politiques et les faiseurs d'opinion de notre temps se veulent pragmatiques et surtout pas philosophes. Ils s'offusqueraient si on leur recommandait de prêter grande attention au contenu philosophique implicite de leurs discours. Ce contenu philosophique existe en effet : c'est en général l'affirmation du vide. Une affirmation qui, ressassée sans relâche, a de lourdes conséquences. Je reviens au discours sur la recherche du

¹⁰ http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cvview&press_id=2259&cat_id=7

¹¹ http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/03/04/paris-metropole-doit-s-etoffer-pour-dessiner-le-xxie-siecle-francilien-par-bertrand-delanoe_1163155_3232.html

président de la République française et y relève les passages suivants, qui constituent le fond philosophique de ce discours, ainsi d'ailleurs que de tous les autres :

« ... cette stratégie-là de l'immobilisme, de la frilosité et du repli sur soi, elle nous est interdite ce n'est pas une question d'idéologie ...

... il n'y a aucune espérance à attendre d'une stratégie faite d'immobilisme et de repli sur soi...

... on a reculé devant la nécessité de réformer...

... Il faut bien reconnaître que, depuis plusieurs décennies, le conservatisme l'a toujours emporté...

... les forces du conservatisme et de l'immobilisme ont toujours triomphé...

... nous ne posons qu'une condition, que les réformes continuent...

... les archaïsmes et les rigidités ont été soigneusement figées...

... Qui peut penser que la France et ses 65 millions d'habitants peut aller moins vite que le mouvement du monde ? (..) il faut qu'elle aille à la vitesse de ce monde.

... Le risque n'est pas dans le mouvement (...) Le risque est dans l'immobilisme.. »

La dénonciation obsessionnelle de l'immobilisme et du conservatisme et l'apologie du mouvement pour le mouvement ne sont pas propres à M. Sarkozy. Ils sont communs à l'ensemble de la classe politique et médiatique. C'est ce que l'un des essayistes contemporains de langue française les plus remarquables, Pierre-André Taguieff, a baptisé « bougisme » ou « mouvementisme » :

« Le bougisme est le degré zéro du progressisme, ce qui reste du progressisme quand on a éliminé de celui-ci son rapport aux fins de l'humanité. Mais il fonctionne en même temps comme un ultra-progressisme, en tant que machine à détruire toute trace du passé et à légitimer sa totale éradication. »¹²

« Cette valeur intrinsèque accordée au novum constituait une des présuppositions de l'idée classique du progrès. Dans le mouvementisme, elle prédomine au point d'occuper tout l'espace conceptuel. La révolution permanente, c'était le progrès en marche. La mobilité permanente, aujourd'hui, suffit à combler les attentes. S'activer, s'agiter, s'affairer, "faire bouger", "se bouger", sans un "ce vers quoi" ni un "pourquoi" : valeurs et normes mouvementistes qu'on pourrait aussi bien dire absurdistes. »¹³

Quand on prétend être pragmatique et ne pas faire de philosophie, on prend encore des positions philosophiques qui, restant impensées et implicites, peuvent s'avérer d'autant plus destructrices. Quelles sont les perspectives de la langue quand l'ensemble des responsables politiques et des faiseurs d'opinion présente jour après jour la conservation comme mauvaise par essence et le mouvement comme bon par essence ? Hannah Arendt affirmait dans un texte célèbre¹⁴ que « le conservatisme, pris au sens de conservation, est l'essence même de l'éducation. » Cela s'applique d'abord et avant tout à l'apprentissage de la langue et de ses

¹² *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Mille et une nuits, 2001, p. 75-76.

¹³ *L'effacement de l'avenir*, Éditions Galilée, 2000, p.126.

¹⁴ *La crise de l'éducation*, dans *La crise de la culture*, traduction française : Gallimard, collection Folio, 1989.

richesses.

Je voudrais citer un dernier type important de travers par lequel des personnalités et des agences officielles peuvent faire du mal à la langue. C'est le recours à un langage qui se veut poétique, aux fins de réduire le monde à de l'insignifiant et de faire l'éloge de cet insignifiant. Pour me faire comprendre, je donne tout de suite un exemple. Il est tiré d'un ouvrage intitulé *Le dico des dix mots*, publié en 2008, à l'occasion de la « Semaine de langue française », par les soins de la « Délégation générale de la langue française ». C'est, page 41, le commencement d'une page consacrée au mot « cristal » :

« Un cristal, on sait ce que c'est, et que, des cristaux, il en existe plein de sortes, de ceux qui sont en sucre et qui sont si bons à ceux qui sont de neige et qui sont si beaux. (...) »

Le plus surprenant est que cette phrase n'est pas signée, au bas de la page, par un publicitaire à la solde d'un fabricant de sucreries ou de matériel de glisse, comme on aurait pu penser, mais par le nom d'un mathématicien qui n'est autre que Laurent Lafforgue, moi-même. J'avais commis l'erreur de répondre à une sollicitation de l'agence gouvernementale en question, et de fournir quelques lignes sur le mot « cristal » et son usage mathématique. Ma contribution a été reproduite dans ce volume, tronquée de sa plus grande partie et précédée de deux phrases qui ne sont pas de moi et dont je viens de citer la première : dans la pagination rien n'indique que ces deux phrases ont été ajoutées par quelqu'un d'autre. Il est évident que les agents en communication de la « Délégation à la langue française » ont cru bien faire en complétant mon texte, en son début, par une approbation poétique infantilissante du sucre et de la neige. Ils n'ont pas dû soupçonner un seul instant que cette utilisation du langage pose un grave problème. D'ailleurs, l'essentiel du volume est de la même eau.

Si je n'attends des responsables politiques rien de bon de toute façon, mais seulement un moindre mal, et si d'autre part je constate qu'ils n'évitent pas de faire beaucoup du mal qui est en leur puissance, peut-être vous demandez-vous si, malgré tout, il n'existe pas d'autres personnes, sans responsabilité politique ou institutionnelle, dont j'attende quelque bien en matière de langue.

La réponse est : Oui, bien sûr ! J'attends du bien des écrivains et des philosophes ! Et, même en notre temps de sécheresse, je peux en évoquer quelques-uns qui, écrivant pour chercher la vérité, font réellement du bien par la langue et, de ce fait, à la langue.

Je voudrais en citer encore deux, en plus de ceux que j'ai déjà nommés. Ce sera la fin de la conférence.

Je viens de le dire, les oripeaux poétisants me révoltent quand ils ressemblent trop à une approbation publicitaire de l'insignifiance, c'est-à-dire toujours, sauf de rarissimes exceptions. Ce que j'attends de la langue d'un écrivain, c'est donc avant tout, à l'opposé, l'expression d'un esprit critique qu'aucune agence officielle ne pourrait récupérer. Le meilleur maître de l'esprit critique que je connaisse parmi les écrivains de langue française de notre temps est Philippe Muray. Il est malheureusement disparu en 2006. À titre d'échantillon, j'extrait quelques lignes de la péroration de l'un de ses livres les plus incisifs – *Chers*

*djihadistes...*¹⁵ – qui se présente comme une lettre écrite aux auteurs des attentats du 11 septembre 2001 par un représentant de notre monde occidental. J'ai choisi ce passage car il associe, d'une manière très originale, la perte du sens des mots et la « disparition du langage articulé » à une longue série de caractéristiques de nos sociétés, dont certaines figurent parmi les moins discutées :

« Chers djihadistes, toutes ces réflexions aussi brèves que superficielles n'avaient pour but que de vous faire savoir où vous mettez les pieds. Et, une fois encore, de vous avertir que nous vaincrons parce que nous sommes les plus faibles.

Craignez la fureur des moutons ! Craignez la colère des brebis enragés ! (...)

Craignez le courroux de l'homme en bermuda ! Craignez la colère du consommateur, du voyageur, du touriste, du vacancier descendant de son camping-car ! Vous nous imaginez vautés dans des plaisirs et des loisirs qui nous ont ramollis ? Eh bien nous lutterons comme des lions pour protéger notre ramollissement. (...)

Nous nous battons pour tout, pour les mots qui n'ont plus de sens et pour la vie qui va avec.

Nous nous battons pour l'ordre mondial caritatif et les endroits où ça bouge bien.

Nous nous battons pour la vie jeune et les arts alternatifs.

Nous lutterons pour nos tour-opérateurs, pour nos compagnies aériennes, pour nos chaînes hôtelières, pour nos prestataires de service, pour nos pages Web et pour nos forfaits à prix coûtant.

Nous lutterons pour le réchauffement de la Terre, pour la montée du niveau des mers, pour la réduction des émissions de gaz carbonique, pour toutes les catastrophes et pour tous les moyens de limiter l'impact de celles-ci.

Nous nous battons pour un millenium de n'importe quoi, pour les bateaux qui volent, pour la pilule d'éternité, pour les savants fous qui veulent cloner tout le monde et pour une opposition résolue à leurs sombres desseins. (...)

Nous nous battons jusqu'au dernier pour bouger, changer, faire des projets.

Nous nous battons pour nos bébés prescripteurs et pour leur libre accès aux services culturels. (...)

Nous nous battons pour recommencer à nous déplacer sur nos roulettes sans arrières-pensées et sans pensées devant non plus. (...)

Nous nous battons sans fin parce que la fin est advenue depuis longtemps et que nous n'en gardons même pas la mémoire. (...)

Nous nous battons dans le sens du poil et dans le sens du vent.

Nous nous battons pour la disparition du langage articulé.

Nous nous battons.

Et nous vaincrons. Bien évidemment. Parce que nous sommes les plus morts. »

J'espère que vous comprenez pourquoi je préfère lire Philippe Muray que le président de la République, le maire de Paris ou les agents de la « Délégation générale à la langue française ».

Mais certains penseront que tout cela est bien désespérant. Et ce d'autant plus que Philippe Muray est mort, tout comme le grand philosophe Michel Henry dont j'évoquai le

¹⁵ Mille et une nuits, 2002.

nom tout à l'heure.

L'espérance, avait écrit Bernanos, est un désespoir surmonté.

Aussi voudrais-je terminer cette conférence en citant un dernier auteur, bien vivant et âgé de même pas quarante ans, chez qui la lucidité est associée à une espérance indestructible. Fabrice Hadjadj se présente lui-même comme un « philosophe juif, de nom arabe et de confession catholique ». Il est auteur de pièces de théâtre, d'essais et même de livres d'art. Il écrit et enseigne beaucoup mais je n'ai jamais lu ou entendu chez lui aucune phrase qui m'ait donné le sentiment d'avoir été écrite ou prononcée dans le vide. Ses pages me stupéfient souvent, me prennent à contre-pied et pourtant, en les lisant, j'en reconnais la justesse et la vérité. Aucun écrivain contemporain de langue française ne m'intéresse davantage.

Permettez-moi de lire pour vous quelques lignes qui font partie d'un commentaire qu'il a adjoint à l'édition en livret de sa dernière pièce de théâtre, « *Pasiphaé, ou comment on devient la mère du minotaure.* »¹⁶ Il s'agit de la mythologie et de la culture. Ce que Fabrice Hadjadj écrit à ce propos me paraît s'appliquer aussi aux langues, en tant que langues de culture :

« Quelle est la place des anciens mythes dans une société qui a cessé d'y croire ? C'est, me semble-t-il, la place même de la culture. Par définition, celle-ci occupe une place intermédiaire entre l'agriculture et le culte des dieux. L'artiste se tient en quelque sorte entre le paysan et le prêtre. Et si le poète est prophète, comme le voulait Hugo, c'est un prophète dans un sens très secondaire – laïc et terrestre. Aussi les mythes des anciennes religions, se retirant du culte sous l'action conjointe de la raison et de la foi demandent à être resaisis dans la culture : Aristote affirme que le philosophe est philomythos ; Fénelon écrit des Aventures de Télémaque. Pour le logicien de Stagire comme pour l'archevêque de Cambrai, les épopées d'Homère et de Virgile, les théogonies d'Hésiode et d'Ovide sont d'irremplaçables pivots entre l'imaginaire et le rationnel comme entre la terre et le ciel. Or ce sens du mythe est en train de disparaître. Le tyrannosaure a remplacé Zeus, l'australopithèque Lucy (complète à 40%) est plus enseignée qu'Aphrodite. Et quand ce n'est pas « Darwin », c'est « Allah » qui fout tout le panthéon à la poubelle, dans les oubliettes vouées à l'idôlatry : le Coran ou la Bible suffisent à la formation de tout l'homme. En un mot, la gestion technique de l'existence, d'un côté, et, de l'autre, son explosion religieuse, refusent à la mythologie sa fonction de relais.

De là l'actuelle crise de la culture. Elle procède de sa double contestation par la technocratie et la théocratie, ou pour le dire autrement : par le pragmatisme et par le fondamentalisme. La situation est récente : elle suppose que les utopies du progrès se soient effondrées. Le temps n'est pas si loin, en effet, où l'on croyait encore à une troisième voie, non moins réductrice que ces deux autres, celle d'une religion laïque de la culture. C'est l'échec de cette religion laïque qui légitime en partie cette double contestation présente. (...)

Par ailleurs, dès que l'art n'est plus orienté vers la grâce, il déchoit vers l'utile, et sur ce terrain-là, il est nécessairement battu par la science et la technique. Les Métamorphoses ne transforment rien. La Recherche du temps perdu, c'est du temps perdu. Le Voyage au bout de la nuit ne mène nulle part. Ainsi, à la défiance envers un salut par l'art, se conjugue la fascination devant le pouvoir de la technoscience. L'un et l'autre conspirèrent pour balayer notre religion culturelle et lui substituer en Europe le culte de l'efficacité, justifié par la

¹⁶ Desclée de Brouwer, 2009.

vulgate évolutionniste selon laquelle la valeur du vivant se mesure à son adaptabilité matérielle. (...)

Pour les moines d'Occident, les lettres et la musique demeuraient précieuses alors qu'ils se croyaient proches de la fin des temps. La transmission pour eux s'opérait non par utopie du futur, mais par amour du prochain. La culture se déployait non comme un plat vecteur du progrès social, mais comme l'épiphanie du définitif dans le provisoire, comme la charnière entre les moyens premiers et la fin ultime, l'agricole et le sacerdotal, le physique et l'hyper-physique (c'est comme cela – du grec – que j'aime à traduire le mot « surnaturel »). Non pas tant une propédeutique à l'éternité (pas de spiritualisme), qu'un débordement généreux de l'éternité dans l'histoire (une spiritualité de l'Incarnation). Les moments dits baroque et classique sont les plus emblématiques de cette ouverture sur terre des écluses d'en haut. (...) »

J'interromps ici la lecture. Finir en évoquant « *les moments baroque et classique* » – donc, pour un français, le Grand siècle – comme « *emblématique de l'ouverture sur terre des écluses d'en haut* », n'est-ce pas tout indiqué dans une conférence dédiée à la défense et à l'illustration de la langue française ?

Rapportons donc aux langues de culture les mots de Fabrice Hadjadj :

Elles sont « *d'irremplaçables pivots entre l'imaginaire et le rationnel comme entre la terre et le ciel.* »

Elles ne doivent pas être prisonnières du sacré. Mais, dès qu'elles ne sont plus « *orientées vers la grâce* », elles « *déchoient vers l'utile* » et perdent le meilleur de leur substance.

Leur transmission s'opère « *non par utopie du futur, mais par amour du prochain* ».

Elles se déploient « *comme l'épiphanie du définitif dans le provisoire, comme la charnière entre les moyens premiers et la fin ultime, l'agricole et le sacerdotal, le physique et l'hyper-physique. Non pas tant une propédeutique à l'éternité qu'un débordement généreux de l'éternité dans l'histoire.* »